

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

À quel point les dépenses militaires stimulent-elles l'économie canadienne?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

L'une des contributions les plus surprenantes à la progression de la demande intérieure au quatrième trimestre de 2025 a été l'augmentation fulgurante des investissements gouvernementaux dans les systèmes d'armes. En termes ajustés pour l'inflation, les achats d'armes par le Canada ont bondi de plus de 800 % d'un trimestre à l'autre sur une base annualisée à la fin de l'année par rapport au troisième trimestre. Cela fait suite à une progression de plus de 1 300 % au trimestre précédent. Selon Statistique Canada, le niveau des dépenses réelles du Canada en systèmes d'armes en 2025 était près du double du sommet historique atteint en 2010 pendant la guerre en Afghanistan (graphique 1), et était entièrement concentré dans la seconde moitié de l'année. Il ne faut pas oublier que l'investissement gouvernemental dans les systèmes d'armes n'a quand même constitué que 0,2 %

du PIB nominal l'an dernier, ce qui représente moins qu'au début de la période ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale et au milieu des années 1980 en proportion de la production totale. Toutefois, si les dépenses en systèmes d'armes en 2026 ressemblent à celles de la seconde moitié de 2025, la part de l'économie allouée à la défense pourrait atteindre cette année son plus haut niveau depuis au moins 65 ans.

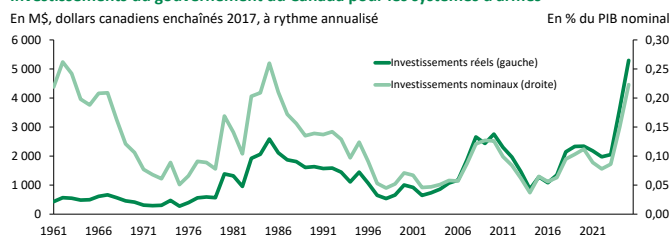
Des chiffres de cette ampleur soulèvent une question : où va tout cet argent? Les récentes données sur le PIB et l'analyse de Statistique Canada qui les accompagne ne donnent pas beaucoup de détails. [Selon l'organisme statistique](#), les systèmes d'armes militaires comprennent des « véhicules et d'autres biens comme les navires de guerre, les sous-marins, les aéronefs militaires, les chars et les porteurs et lanceurs de missiles ». Elles n'incluent pas les armes à usage unique (p. ex. munitions, missiles, roquettes, bombes) ni les infrastructures ou ouvrages non résidentiels pour la défense (p. ex. bases militaires, aéroports militaires). Il importe de souligner que les dépenses en systèmes d'armes, dans la façon dont elles sont comptabilisées dans le PIB, sont établies sur une base trimestrielle désaisonnalisée. Elles sont aussi calculées selon les [principes de comptabilité d'exercice \[en anglais seulement\]](#), c'est-à-dire que l'investissement n'est pas passé en charges d'un seul coup, mais plutôt réparti sur la durée de vie utile de l'actif.

Le gouvernement du Canada publie plusieurs sources d'information sur les dépenses en matière de défense, à partir desquelles peuvent provenir des données sur

Graphique 1

2025 a été une année exceptionnelle pour les investissements en systèmes d'armes au Canada

Investissements du gouvernement du Canada pour les systèmes d'armes



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

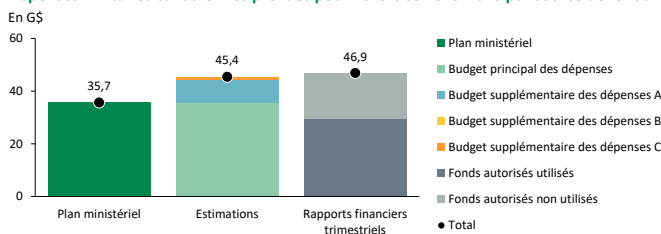
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

les investissements dans les systèmes d'armes. Elles comprennent notamment le [budget](#); le [Plan ministériel](#) (ce que le gouvernement annonce comme dépenses au cours de l'année à venir); le [Budget principal des dépenses](#) (la demande initiale de financement du Parlement pour l'exercice à venir); et le Budget supplémentaire des dépenses [A](#), [B](#) et [C](#) (demandes subséquentes de financement supplémentaire au Parlement pour l'exercice en cours, en sus de ce qui était indiqué dans le Budget principal des dépenses) (graphique 2). Notons que toutes ces informations sont publiées sur une base annuelle correspondant à l'exercice financier, et qu'elles s'appuient sur les principes de comptabilité de caisse, ce qui signifie que les sommes sont passées en charges lorsqu'elles sont dépensées, plutôt que réparties sur la durée de vie utile de l'actif. C'est aussi de cette façon que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) comptabilise les dépenses militaires afin d'évaluer dans quelle mesure les pays respectent leurs engagements. Ces documents doivent être lus conjointement avec le [Rapport financier trimestriel](#) du ministère de la Défense nationale, dont le plus récent a été publié le même jour que le PIB. Il s'agit également d'un des principaux documents cités par Statistique Canada comme source de ses données sur les investissements dans les systèmes d'armement. Contrairement à ces rapports financiers, les renseignements sur les finances du gouvernement fédéral tirés de [La revue financière](#) mensuelle sont publiés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, avec certaines réserves, dont plusieurs sont expliquées dans cet [article](#).

Graphique 2

Les dépenses militaires prévues ont fortement augmenté, mais une grande partie des fonds demeure inutilisée
Dépenses militaires canadiennes prévues pour l'exercice 2025-2026 par source de fonds



Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

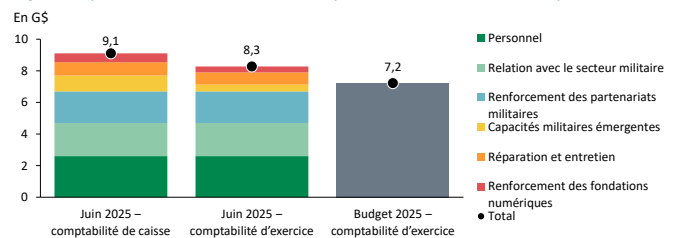
En regroupant ces éléments, nous croyons que Statistique Canada pourrait surestimer l'incidence économique des dépenses du gouvernement du Canada pour les systèmes d'armes. Premièrement, on ne sait pas exactement quelle part des dépenses actuelles du gouvernement fédéral en matière de défense est incluse dans les systèmes d'armes aux fins du calcul du PIB, ni à quel moment elle l'a été. Par exemple, [certains médias \[en anglais seulement\]](#) rapportent que les dernières données sur le PIB pourraient tenir compte des aéronefs de recherche et sauvetage Kingfisher et des hélicoptères maritimes Cyclone. Toutefois, ces appareils ne correspondent

peut-être pas à des systèmes d'armes au sens de la définition de Statistique Canada, du moins pas avant le troisième trimestre de 2025. Ces montants pourraient plutôt refléter la hausse des « dépenses militaires » associée au transfert du contrôle et de la supervision de la Garde côtière canadienne, qui faisait partie de Pêches et Océans Canada avant le 2 septembre 2025 (il convient de noter que Statistique Canada a contesté cette affirmation en privé). Deuxièmement, on ne sait pas clairement comment Statistique Canada transforme une augmentation marquée des dépenses militaires annuelles en un investissement trimestriel désaisonnalisé en systèmes d'armes, établi selon la comptabilité d'exercice, afin de correspondre à la méthodologie du calcul du PIB. Les [prévisions de dépenses militaires](#) publiées par le gouvernement du Canada en juin dernier montrent l'importance de ces différences comptables : les nouvelles dépenses en immobilisations prévues pour la défense sont environ un tiers plus faibles cette année lorsqu'elles sont présentées selon la comptabilité d'exercice plutôt que selon la comptabilité de caisse (graphique 3). En effet, si ces nouvelles immobilisations avaient été correctement comptabilisées au quatrième trimestre de 2025, on pourrait s'attendre à voir des transactions correspondantes dans *La revue financière*, ce qui ne semble pas être le cas. Ainsi, une partie de la récente hausse des investissements dans les systèmes d'armes pourrait être le résultat d'un changement méthodologique plutôt que de nouvelles dépenses réelles, et pourrait être révisée à la baisse à l'avenir.

Graphique 3

Les dépenses militaires présentées selon la comptabilité d'exercice sont inférieures à celles établies selon la comptabilité de caisse

Augmentation prévue au cours de l'exercice 2025-2026 des dépenses militaires canadiennes selon la comptabilité d'exercice*



* Renvoie à l'augmentation des dépenses militaires prévues par rapport au niveau de base établi dans le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2025-2026.

Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

À surveiller

ÉTATS-UNIS

*** En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.**

MARDI 10 mars - 10:00

Février	taux ann.
Consensus	3 870 000
Desjardins	3 885 000
Janvier	3 910 000

Ventes de propriétés existantes (février) – Les ventes de propriétés existantes ont diminué de 8,8 % en janvier, leur plus forte baisse mensuelle depuis février 2022. Le niveau annualisé de 3 910 000 unités vendues est le plus bas depuis septembre 2024. On s'attend à une autre baisse pour le mois de février. C'est le message donné par une nouvelle diminution des ventes de maisons en suspens et par un recul assez prononcé des demandes de prêt hypothécaire en vue d'un achat. Comme la donnée des ventes de maisons existantes est publiée plus tôt qu'à l'habitude, il n'y a pas encore d'informations provenant des données régionales préliminaires.

MERCREDI 11 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,2 %
Janvier	0,2 %

Indice des prix à la consommation (février) – Après une période plus calme à l'automne, l'indice des prix à la consommation (IPC) montre un peu plus de mordant depuis deux mois, notamment malgré la baisse des prix de l'essence en janvier. Pour le mois de février, on s'attend à des croissances de 0,2 % de l'IPC total et de l'IPC de base. Les prix de l'énergie ont légèrement augmenté (et on anticipe pour le moment un bond bien plus marqué en mars) et les prix des aliments pourraient aussi montrer une croissance un peu plus forte qu'en janvier. Les prix des biens pourraient également afficher un léger bond, après quatre mois consécutifs de stagnation. C'est notamment ce que suggèrent les poussées récentes des indices des prix à la production et des prix à l'importation (avant tarifs douaniers). La variation annuelle de l'IPC total devrait se montrer stable à 2,4 % et l'inflation de base devrait aussi rester inchangée à 2,5 %.

JEUDI 12 mars - 8:30

Janvier	G\$ US
Consensus	-67,9
Desjardins	-65,8
Décembre	-70,3

Balance commerciale (janvier) – Après avoir fortement diminué en octobre, le déficit commercial américain a recommencé à se détériorer en novembre et en décembre. Durant ces deux mois, on a pu noter à la fois des baisses importantes des exportations et des hausses encore plus fortes des importations. On s'attend à une modeste amélioration du solde pour le mois de janvier alors que les bonds précédents des importations pourraient faire face à un ressac. La situation devrait aussi être aidée par les mouvements de prix, soit des hausses nettement plus fortes du côté des exportations que des importations. Somme toute, un déficit commercial nominal de 65,8 G\$ US est prévu.

JEUDI 12 mars - 8:30

Janvier	taux ann.
Consensus	1 340 000
Desjardins	1 350 000
Décembre	1 404 000

Mises en chantier (janvier) – La construction résidentielle a bien terminé l'année 2025, avec des gains de 3,9 % en novembre et de 6,2 % en décembre. Le niveau annualisé de 1 404 000 unités est d'ailleurs le plus élevé depuis l'été précédent. On s'attend cependant à une baisse des mises en chantier en janvier, notamment à cause des mauvaises conditions météorologiques qui ont sévi à la fin du mois. La croissance de l'emploi et des heures travaillées a d'ailleurs été faible dans le secteur de la construction résidentielle en décembre et en janvier. On n'anticipe toutefois pas une baisse très importante alors que les ventes de maisons neuves sont demeurées assez élevées jusqu'en décembre. On prévoit que les mises en chantier atteignent 1 350 000 unités à rythme annualisé en janvier.

VENDREDI 13 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,2 %
Décembre	0,4 %

Dépenses de consommation (janvier) – La consommation réelle a connu en décembre 2025 sa plus faible croissance mensuelle depuis le mois de mai. On s’attend à un autre résultat plutôt modeste pour le mois de janvier. On a pu observer au tout début de 2026 une importante baisse des ventes de véhicules neufs. Le repli des ventes au détail en février reflète surtout la diminution du secteur automobile, mais on note aussi d’autres faiblesses. C’est notamment le cas de la restauration, qui affectera la consommation réelle de services. Somme toute, la consommation réelle a donc probablement fait du surplace. En dollars courants, on prévoit un gain de 0,2 % de la consommation nominale. La variation annuelle du déflateur total devrait passer de 2,9 % en décembre à 2,7 % en janvier. La bonne performance relative de l’emploi en janvier ainsi que la hausse des heures travaillées et le gain des salaires devraient profiter au revenu personnel. Toutefois, des ajustements liés aux subventions sur les soins de santé pourraient limiter le gain.

VENDREDI 13 mars - 10:00

Mars	
Consensus	56,3
Desjardins	53,5
Février	56,6

Indice de confiance des consommateurs de l’Université du Michigan (mars – préliminaire) –

La confiance commençait à montrer de modestes signes d’amélioration après avoir diminué au cours de l’automne. On s’attend cependant à une détérioration de l’humeur des ménages pour le mois de mars. L’actualité géopolitique de la dernière semaine devrait être un facteur important et les consommateurs américains peuvent aussi voir des effets plus directs dans la hausse des prix de l’essence. Cela dit, on ne s’attend pas non plus à une chute abrupte de l’indice de confiance de l’Université du Michigan. L’enquête de mars a débuté dès le 17 février, soit avant l’escalade militaire au Moyen-Orient. Les principaux indices boursiers ont aussi limité leurs pertes et la baisse des taux d’intérêt hypothécaires pourrait être appréciée par certains ménages. L’indice de confiance TIPP, déjà publié pour mars, a diminué de seulement 1,3 point. On prévoit un recul d’environ 3 points de l’indice du Michigan. Toutefois, si la situation se détériore davantage au cours des prochains jours (l’enquête préliminaire se termine le 9 mars), notamment avec une hausse vertigineuse des prix de l’essence ou une chute de la Bourse, la baisse de la confiance pourrait être plus marquée.

CANADA
JEUDI 12 mars - 8:30

Janvier	G\$
Consensus	-1,11
Desjardins	-0,75
Décembre	-1,31

Balance commerciale (janvier) – Le déficit commercial du Canada a probablement diminué en janvier. Une modeste appréciation du dollar canadien semble avoir stimulé les importations, ce qui a atténué l’incidence des gains attendus à l’exportation. Les exportations ont probablement progressé grâce à la hausse des exportations de pétrole brut. Il faut cependant noter que de nombreuses données entrant normalement dans nos estimations commerciales ne sont toujours pas disponibles en raison de l’arrêt des opérations du gouvernement américain l’an dernier.

VENDREDI 13 mars - 8:30

Février	
Consensus	10 000
Desjardins	10 000
Janvier	-24 800

Création d’emplois (février) – Après un mois de janvier marqué par une *Enquête sur la population active* aux résultats particuliers, qui avait révélé une perte de 25 000 emplois, l’emploi devrait avoir augmenté d’environ 10 000 postes en février. Malgré un retour de l’emploi en territoire positif, le taux de chômage a probablement augmenté de deux points pour atteindre 6,7 %, le taux de participation ayant probablement remonté après que de mauvaises conditions météorologiques eurent retenu les chercheurs d’emploi à la maison en janvier. Cela dit, nous avons modéré notre optimisme quant au rebond de l’emploi et du taux de participation de la population active, étant donné que les conditions météorologiques difficiles ont persisté en février. Dans l’ensemble, bien qu’un gain modeste de l’emploi soit prévu, des distorsions temporaires pourraient encore obscurcir les signaux sous-jacents.

VENDREDI 13 mars - 8:30
T4 2025

Consensus	nd
Desjardins	78,2 %
T3 2025	78,5 %

Taux d'utilisation de la capacité industrielle (T4) – Nous estimons que le taux d'utilisation de la capacité industrielle a diminué au quatrième trimestre de 2025 pour s'établir à 78,2 %, par rapport à 78,5 % au trimestre précédent. Nous nous attendons à ce que cette modeste baisse reflète un recul de l'activité dans des secteurs clés, comme la construction et la fabrication. Pour la suite, le ralentissement de la croissance démographique et l'incertitude entourant la révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) sont d'importants obstacles qui pourraient nuire à l'utilisation de la capacité. Il est à noter que Statistique Canada a indiqué que la publication du quatrième trimestre de 2025 sera la dernière de cette série statistique.

VENDREDI 13 mars - 8:30
Janvier

Consensus	-3,3 %
Desjardins	-3,3 %
Décembre	0,6 %

Ventes des manufacturiers (décembre) – Nous prévoyons une baisse des ventes du secteur manufacturier de 3,3 % en janvier par rapport à décembre, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada. La baisse des ventes de matériel de transport et de machinerie a probablement contribué au résultat mensuel. En termes réels, les ventes des manufacturiers ont probablement baissé de 5,1 %, les prix des produits industriels désaisonnalisés ayant progressé de 1,8 %.

OUTRE-MER
DIMANCHE 8 mars - 21:30
Février

Consensus	a/a
Desjardins	0,9 %
Janvier	0,2 %

Chine : Indice des prix à la consommation (février) – Les prochaines données de l'indice des prix à la consommation (IPC) en Chine devraient confirmer une inflation toujours modeste, dans un contexte où la reprise de la demande intérieure demeure graduelle. On note néanmoins un certain redressement des prix du porc, tandis que les autres composantes non alimentaires évoluent à un rythme modéré. L'environnement désinflationniste persistant suggère que l'IPC restera contenu à court terme, renforçant l'idée d'une inflation qui peine à retrouver une tendance plus vigoureuse. Cela dit, la composante de l'énergie sera à surveiller dans les prochains mois, puisque 50 % de l'approvisionnement de pétrole et 25 % du gaz naturel chinois passent par le détroit d'Ormuz, qui est présentement fermé en raison du conflit en Iran.

VENDREDI 13 mars - 3:00
Janvier

Consensus	0,2 %
Décembre	0,1 %

Royaume-Uni : PIB mensuel (janvier) – L'économie britannique continue d'évoluer positivement, mais lentement. Avec un gain de 0,1 %, le PIB mensuel de décembre affichait un ralentissement par rapport au gain de 0,2 % de novembre, mais c'était tout de même mieux que la baisse de 0,1 % d'octobre. Pour le mois de janvier, les nouvelles sont plutôt bonnes, avec une forte hausse mensuelle de 1,9 % des ventes au détail, la meilleure depuis près d'un an. Les indices PMI se sont aussi améliorés en janvier. Une croissance un peu plus forte du PIB mensuel en janvier amènerait un acquis de croissance encourageant pour l'ensemble du premier trimestre.

Indicateurs économiques

Semaine du 9 au 13 mars 2026

* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 9	---	---				
MARDI 10	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Févr.	3 870 000	3 885 000	3 910 000
MERCREDI 11	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Févr.	0,2 %	0,2 %	0,2 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	0,3 %	0,2 %	0,3 %
		Total (a/a)	Févr.	2,5 %	2,4 %	2,4 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Févr.	2,4 %	2,5 %	2,5 %
	8:30	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	14:00	Budget fédéral (G\$ US)	Févr.	nd	nd	-94,6
JEUDI 12	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	2-6 mars	nd	216 000	213 000
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Janv.	-67,9	-65,8	-70,3
	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Janv.	1 340 000	1 350 000	1 404 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Janv.	1 392 000	1 400 000	1 455 000
	11:00	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
VENDREDI 13	8:30	PIB réel (taux ann.)	T4d	1,4 %	1,4 %	1,4 %
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Janv.	0,4 %	1,9 %	-1,4 %
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Janv.	0,5 %	0,4 %	0,3 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Janv.	0,3 %	0,2 %	0,4 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Janv.	0,3 %	0,2 %	0,4 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Janv.	0,4 %	0,2 %	0,4 %
		Total (a/a)	Janv.	2,9 %	2,7 %	2,9 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Janv.	3,1 %	2,9 %	3,0 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Mars	56,3	53,5	56,6
CANADA						
LUNDI 9	---	---				
MARDI 10	---	---				
MERCREDI 11	---	---				
JEUDI 12	8:30	Balance commerciale (G\$)	Janv.	-1,11	-0,75	-1,31
	8:30	Permis de bâtir (m/m)	Janv.	nd	-4,4 %	6,8 %
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Janv.	-0,6 %	-0,6 %	2,0 %
VENDREDI 13	8:30	Création d'emplois	Févr.	10 000	10 000	-24 800
	8:30	Taux de chômage	Févr.	6,6 %	6,7 %	6,5 %
	8:30	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	T4	nd	78,2 %	78,5 %
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Janv.	-3,3 %	-3,3 %	0,6 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 9 au 13 mars 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 8							
Japon	19:50	Compte courant (G¥)	Janv.	3 176,3		2 697,1	
Chine	21:30	Indice des prix à la consommation	Févr.		0,9 %		0,2 %
Chine	21:30	Indice des prix à la production	Févr.		-1,1 %		-1,4 %
LUNDI 9							
Japon	1:00	Indicateur avancé – préliminaire	Janv.	113,0		111,0	
Japon	1:00	Indicateur coïncident – préliminaire	Janv.	116,9		114,3	
Allemagne	3:00	Commandes manufacturières	Janv.	-4,3 %	13,2 %	7,8 %	13,0 %
Allemagne	3:00	Production industrielle	Janv.	1,0 %	-0,8 %	-1,9 %	-0,6 %
Japon	19:50	PIB réel – final	T4	0,3 %		0,1 %	
MARDI 10							
Allemagne	3:00	Balance commerciale (G€)	Janv.	15,7		17,1	
France	3:45	Balance commerciale (M€)	Janv.	nd		-4 843	
France	3:45	Compte courant (G€)	Janv.	nd		-0,6	
Japon	19:50	Indice des prix à la production	Févr.	0,2 %	2,2 %	0,2 %	2,3 %
MERCREDI 11							
Allemagne	3:00	Indice des prix à la consommation – final	Févr.	0,2 %	1,9 %	0,2 %	1,9 %
JEUDI 12							
---	---	---					
VENDREDI 13							
Allemagne	---	Compte courant (G€)	Janv.	nd		16,1	
Royaume-Uni	3:00	Balance commerciale (M£)	Janv.	-3 900		-4 340	
Royaume-Uni	3:00	Construction	Janv.	0,0 %	-0,2 %	-0,5 %	-0,3 %
Royaume-Uni	3:00	Indice des services	Janv.	0,2 %		0,3 %	
Royaume-Uni	3:00	PIB mensuel	Janv.	0,2 %		0,1 %	
Royaume-Uni	3:00	Production industrielle	Janv.	0,3 %	0,6 %	-0,9 %	0,5 %
France	3:45	Indice des prix à la consommation – final	Févr.	0,7 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Italie	5:00	Production industrielle	Janv.	0,4 %	0,8 %	-0,4 %	3,2 %
Zone euro	6:00	Production industrielle	Janv.	0,6 %	1,3 %	-1,4 %	1,2 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).